



## **2026 : Réinitialiser la trajectoire vers l'humanisme, la paix, le multilatéralisme et le développement inclusif en Afrique.**

À l'aube de 2026, l'Organisation régionale africaine de la Confédération syndicale internationale (CSI-Afrique, [www.ituc-africa.org](http://www.ituc-africa.org)) dresse le bilan de l'année 2025, qui s'est révélée particulièrement difficile pour les travailleuses et travailleurs africains, marquée par de fortes pressions sociales, économiques et politiques. Les conflits armés, le recul de la démocratie, l'aggravation de la crise de la dette et la restriction de l'espace civique ont lourdement pesé sur les travailleuses et travailleurs [à travers le continent].

Malgré ces défis, les travailleurs africains sont fermement convaincus que l'année 2026 doit être une année de renouveau consacrée à la restauration de l'humanisme, à la promotion de la paix, au renforcement du multilatéralisme et à l'approfondissement de l'inclusion socioéconomique. C'est dans cet esprit que la CSI-Afrique a fondé son message de Nouvel An sur le renouveau et l'espoir.

Du Soudan à l'est de la République démocratique du Congo, et dans les communautés confrontées à l'insécurité au Nigeria et ailleurs, les travailleuses et travailleurs africains ont continué de faire preuve d'un courage, d'une résilience et d'une solidarité remarquables, maintenant la cohésion des sociétés et préservant l'espoir d'un avenir plus juste et porteur d'espoir.

La CSI-Afrique rend également hommage aux travailleuses et travailleurs du monde entier pour leur dévouement et leur courage [indéfectibles]. Elle reconnaît et salue les gouvernements africains qui œuvrent dans l'intérêt général, gérant les ressources nationales de manière responsable, investissant dans les populations et favorisant une véritable émancipation économique.

Pour 2026, nos priorités sont claires : garantir des emplois décents et une protection sociale universelle, en particulier pour les jeunes, les femmes et les personnes en situation de handicap ; renforcer les services publics ; et promouvoir des politiques publiques pour impulser une transition juste, qui place les peuples avant le profit. Ces actions sont essentielles pour faire progresser l'humanisme et favoriser l'inclusion socioéconomique. Nous continuerons également à plaider en faveur d'une utilisation plus efficace du dialogue social pour résoudre les conflits, tout en faisant du désarmement une priorité pour instaurer une paix durable partout.

Pour favoriser un développement partagé en Afrique, nous exhortons les gouvernements africains à lutter résolument contre les flux financiers illicites, à mettre en œuvre une fiscalité progressive, à renforcer l'intégration régionale et à promouvoir la libre circulation dans le cadre de la ZLECAf. Ils doivent également maîtriser le recours excessif à l'endettement, qui conduit à la spirale de la dette, tout en renforçant des cadres nationaux de gestion de la dette inclusifs [et transparents].

Nous devons également rester vigilants face aux manipulations, aux ingérences et aux pressions extérieures qui visent à maintenir notre continent dans une logique d'extraction permanente, sans création de valeur ajoutée. À l'heure des recompositions géopolitiques mondiales, en particulier dans le Nord global, l'unité africaine est impérative. L'Afrique doit parler d'une seule voix et renforcer résolument son indépendance économique.

Nous invitons les travailleurs et les gouvernements africains à privilégier le dialogue, l'inclusion et la coopération. Ensemble, nous pouvons bâtir une Afrique pacifique et démocratique, dans laquelle les opportunités sont créées et partagées équitablement par tous.

Bonne année à toutes et tous.

*Fait à Lomé, République du Togo, le 29 décembre 2025*



**Le Secrétaire Général**

**Akhator Joel Odigie**